

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

Sonacotra - Massy

58 résidents menacés

NON AUX EXPULSIONS

58 résidents du foyer de Massy menacés d'être expulsés dans un délai de 5 jours à compter de mercredi dernier. La police prend divers prétextes pour les menacer. C'est jeudi au petit matin que la police est venue les chercher pour les embarquer au commissariat, en leur laissant 5 jours pour quitter la France. Le travail de la police a été facilité par des provocateurs payés par elle. Et ce n'est pas un fait isolé. Il semble qu'au foyer de Sainte-Geneviève-des-Bois, à Chilly-Mazarin des faits semblables se soient produits. Devant les victoires

que les travailleurs des foyers ont su arracher, à propos des procès sur les saisies-arrêts, à propos du retour des délégués expulsés, il semble que la bourgeoisie

essaie de contre-attaquer pour tenter d'intimider les résidents sans papiers et de briser l'unité des travailleurs.

Mais les résidents des foyers SONACOTRA ont

déjà fait échec à de nombreuses tentatives d'intimidation et de provocation de la part de la bourgeoisie.

Cette provocation prépare le terrain à des expulsions massives de travailleurs immigrés. Dimanche en Gironde a eu lieu une campagne coup de poing contre le travail clandestin. Il s'agit en fait d'instituer de véritables rafles de travailleurs immigrés. Le chômage c'est le capitalisme qui en est responsable ! Empêchons l'expulsion de nos frères immigrés ! Empêchons l'expulsion des résidents des foyers SONACOTRA.



● Cambodge

ANNIVERSAIRE DE L'INDEPENDANCE

Vendredi, samedi et dimanche, furent trois jours de fête au Cambodge démocratique : le deuxième anniversaire de l'indépendance du pays et de l'instauration d'un régime populaire, démocratique et anti-impérialiste.

Un million de combattants et de patriotes ont donné leur vie durant la guerre, pour que vive aujourd'hui un Cambodge nouveau, comme l'a rappelé le président du Cambodge, Kieu Samphan.

«En 1975, a-t-il souligné, nous avons récolté suffisamment de riz pour nourrir la population. En 1977, nous avons dépassé ce résultat. En ce qui concerne les travaux d'irrigation et de développement agricole, 60 à 70 % du plan ont été réalisés en 1977 et les 100 % le seront fin avril. Grâce à l'achèvement des grands travaux, barrages, canaux, réservoirs, stations de pompage, partout la terre est humide alors que dans le passé au mois d'avril, elle était partout sèche». Et Kieu Samphan a conclu : «Tout ce que nous avons réalisé nous l'avons fait avec nos mains. Avec nos mains nous

pouvons accomplir n'importe quoi».

Pendant ce temps, en France et dans les autres pays capitalistes, se poursuit la campagne de calomnies lancée contre le nouveau Cambodge et ce depuis sa fondation.

La presse bourgeoise donne largement la parole aux quelques féodaux qui après avoir collaboré avec Lon Nol et l'impérialisme américain ont refusé de reconnaître le nouvel État et se sont enfuis à l'étranger. Les témoignages plus que douteux et les photos mensongères de ces quelques individus font la une des journaux.

Il en fut ainsi dans le passé déjà de toutes les grandes victoires des peuples du monde : la révolution d'Octobre 1917 en URSS, la révolution chinoise de 1949, puis la révolution culturelle, la proclamation de l'indépendance de l'Algérie, etc. Chaque fois, l'impérialisme, enragé de sa défaite, s'est lancé dans des campagnes de calomnies.

Mais le cœur du peuple de notre pays bat au même rythme que celui du peuple cambodgien, ce peuple qui par son travail et sa sueur bâtit le pays qu'il s'est lui-même donné au prix de son sang.

Document

Nos futurs patrons

Nous publions ici de très larges extraits d'un document rédigé par les militants du Parti communiste Révolutionnaire (ml) et de l'Humanité rouge du centre de tri du PLM (Gare de Lyon). Ce document a été envoyé au journal «Le Quotidien du peuple» et à notre journal. Analysant un texte de la CGT des cadres, ce document montre bien comment dès aujourd'hui le PCF prépare (ici par le biais de la CGT) les cadres à être les futurs gestionnaires des entreprises une fois l'Union de la gauche au pouvoir.

Dans un document remis aux cadres, nous avons pu lire les réponses au questionnaire faisant la synthèse des problèmes posés par le rôle des cadres dans le centre de tri (Bureaux gares et ambulants).

A la page trois de ce document, on peut lire : «Les cadres et leurs rapports avec le personnel et les délégués syndicaux : Les cadres aspirent à être compris de l'ensemble du personnel, et tout ce qui court à créer un «fossé» entre eux et l'exécution est perçu comme autant de problèmes à résoudre : Réflexe anti-cadre, devoirs du personnel en matière de discipline et de rendement, personnalisation des problèmes du personnel au niveau du cadre, parfois, selon son appartenance syndicale («Tête de turc», «Bouc émissaire»).

«Nos collègues regrettent l'incompréhension qui subsiste parfois sur leur rôle dans l'organisation du travail, dans la discipline»

Plus loin, page 4, on affirme clairement : «Une certaine discipline et un certain rendement font partie du souci des cadres dans les bureaux gares».

Ce qu'en déduit le document à la page 10 : «Il nous semble que le personnel devrait comprendre les cadres et considérer que la discipline est nécessaire en matière de : respect des horaires, respect du temps de pause, respect en matière de rendement, respect du matériel mis à sa disposition.

«Un collègue résumait cette question en écrivant : «Le personnel devrait connaître ses droits mais également ses devoirs».

Ce qui veut dire en clair : l'exploitation est un de nos devoirs et en plus on doit la ... respecter (!). D'ailleurs, le document termine par les mesures à prendre que l'on trouve normales : «Exiger une certaine discipline du personnel : c'est normal, nous pensons là aux absences, pauses à rallonge, absences momentanées et injustifiées du service, refus d'assurer certaines tâches normalement dévolues à une catégorie déterminée, mais conscients que les conditions dans lesquelles travaille le personnel ne sont pas de nature à le dégager, à priori, du réflexe anti-cadre.

«Sans compter les salaires très bas qui ne «motivent pas» les agents.

«Exercer la surveillance des tâches : c'est nécessaire car à tout salaire doit correspondre un certain travail et est exclu de cautionner le «laisser aller» et le «je m'enfoutisme».

Tout le monde pourrait croire que ce document émane de la direction des PTT, eh bien NON. De la CGC alors ? eh bien NON, vous n'y êtes pas, il émane de l'Union fédérale des cadres... CGT des centres de tri et ambulants.

En fait, un document comme cela ne nous surprend guère, il est le reflet exact de l'attitude des cadres CGT dans notre centre. En effet, une part de plus en plus importante de la maîtrise est au P.C.F. Ce qui entraîne parmi les travailleurs des doutes quant à leur politique. Pour d'autres, c'est un exemple de plus, très révélateur, qui confirme leurs positions : «C'est normal, ils s'apprennent à gérer». «C'est pas «beau» maintenant, mais qu'est-ce que cela va être plus tard ? lorsqu'ils seront au gouvernement».

D'ailleurs, le document est assez clair là-dessus. Il donne, l'orientation générale et critique même ceux qui ne sont pas d'accord.

«Certains cadres sur les Services ambulants, ont,

sur leur rôle dans le travail une attitude que nous appellerons «ouvriériste» dans la mesure où ils ne considèrent pas avoir de problèmes particuliers qui justifient une activité particulière de notre fédération parmi eux.

«Nous retrouvons cette attitude dans les expressions suivantes : Le cadre doit sentir son rôle (individualisme). Les conditions de travail ne concernent pas le cadre, c'est le préposé qui tire la toile - Poussé à l'extrême : «le cadre devrait être élu» et «ne devrait pas être choisi pour les diplômes» ou «des fonctions de cadre, je les remplis à temps perdu».

«Nous avons repris ces expressions, car il nous semble percevoir à travers elles, non pas un abandon des responsabilités mais un sentiment de culpabilité à être «privilégiés» et une réticence à concevoir cette fonction dans le contexte de l'exploitation capitaliste».

En fait, ce document veut préparer les cadres à assumer leur rôle répressif dans la future société «démocratique». Il dit à propos de la discipline et du rendement qui font partie du souci des cadres : «Cette exigence s'exprime de façon assez claire et constructive lorsque des collègues nous disent «qu'attaquer le problème dès maintenant servira dans un avenir marqué par des changements profonds dans la vie politique et économique».

On voit très bien l'objectif (...)

Bien évidemment, dans ce document il y a beaucoup d'autres choses très révélatrices comme la question de l'organisation des cadres, comme les conventions salariales, comme l'extension du pouvoir de décision des cadres, etc. Mais le plus important aujourd'hui, c'est de bien comprendre que derrière les belles paroles de l'Union de la gauche, il y a toujours le capitalisme, toujours l'exploitation et la répression.

A tous ceux qui ont encore des illusions, nous espérons que cet article les aidera à mieux comprendre ce qu'est l'Union de la gauche et le Programme commun et à rejoindre notre combat pour la révolution prolétarienne.



Sécurité sociale

Autant de promesses, autant de mensonges

Pour essayer de faire passer la pilule en douceur Simone Veil a annoncé dans le cadre des mesures concernant la Sécurité sociale qu'elle allait se préoccuper tout spécialement de «l'amélioration des rapports entre la Sécurité sociale et les usagers».

Elle se propose tout à la fois d'apporter à la législation les simplifications permettant d'éviter les formalités inutiles, personnaliser les contacts entre les caisses et les assurés... rendre le contrôle plus discret et moins tâillon. Ces promesses ne sont en fait que du vent.

La Sécurité sociale se sert du véritable labyrinthe administratif que constituent les «formalités» comme d'un moyen pour sucrer le maximum de prestations. Les travailleurs qui se trouvent lésés ont bien du mal à se repérer dans le maquis des textes pour exiger leurs droits. On peut donc s'attendre à ce que la simplification annoncée ne voie jamais le jour.

«Personnaliser les contacts» voilà ce qui est bien dit quand les guichetiers sont obligés de travailler comme des machines et de traiter près de 80 dossiers par jour sous peine de se faire rap-

peler à l'ordre par leurs chefs. Les travailleurs ne demanderaient pas mieux que d'être dispensés des longues files d'attente aux guichets. Simone Veil sait bien qu'elle touche là une corde sensible pour des millions de gens. Mais ce mensonge est d'autant plus cynique et grossier que 16 000 suppressions de poste sont prévues d'ici 1978.

Les conditions de travail des employés des caisses et donc les «contacts» que celles-ci entretiennent avec les assurés n'en seront certes pas facilités.

Quant au contrôle pour être discret, il n'en sera que plus efficace avec l'application systématique du profil médical. Toutes les prescriptions des médecins sont en passe d'être fichées sur ordinateurs. Ceux qui prescrivent «trop» de médicaments et «trop» d'arrêts maladies seront de plus en plus rapidement et fermement rappelés à l'ordre. Les promesses de Simone Veil, loin d'être rassurantes doivent donc conduire les travailleurs à une vigilance accrue.

Mais les travailleurs sauront trouver les moyens de riposte adéquats.

Une préoccupation pour les créanciers :

Trouver le moyen de faire les saisies en douceur

Avec l'aggravation de la crise, les saisies de meubles dans les logements des travailleurs sont devenues de plus en plus fréquentes, accablant les familles à la misère.

Mais peu à peu les habitants se sont mobilisés dans les quartiers pour faire échec à ces «voies légaux» que sont les saisies.

De plus en plus souvent l'huissier trouvait devant la porte ou l'entrée de l'escalier des locataires résolus à l'empêcher de faire son sale boulot. C'est sans doute en

raison de cette mobilisation et du mécontentement des travailleurs que vient d'être promulgué le décret de la loi de 1972.

Il rend insaisissable de nombreux appareils ménagers comme réfrigérateur, cuisinière, machine-à-laver, etc. Cela ne veut pas dire que les saisies seront pour autant supprimées. Il reste les meubles et la télévision. D'autre part, les créanciers s'orientent de plus en plus vers d'autres formes de saisies moins «voyantes» telles les saisies sur salaire.

FRANCE 1977 - LES TRAVAILLEURS ET LE LOGEMENT (par Jean NESTOR)

Cette brochure explique sur la base d'exemples concrets l'importance des luttes contre les augmentations de loyers, de charges, et aussi dans le cadre d'un chômage croissant contre les saisies et expulsions. Elles permettent notamment de forger l'unité entre la classe ouvrière et d'autres couches populaires, entre les travailleurs actifs et les chômeurs.



• Pekin

LE PEUPLE CHINOIS ACCLAME LA PARUTION DU TOME V DES ŒUVRES DE MAO TSE-TOUNG

Le peuple chinois de Pékin a formé, vendredi, des queues de plusieurs centaines de mètres pour se procurer le cinquième volume des œuvres de Mao Tse-toung, qui vient d'être publié.

Quinze millions d'exemplaires devaient être vendus dans cette seule journée, de l'ouvrage dont le tirage total doit atteindre 200 millions. Il est vendu à un prix très bas - 75 centimes pièces - comme la plupart des livres édités en Chine, qui ne sont pas considérés, contrairement à ce qui se passe chez nous, comme une marchandise de luxe réservée à quelques privilégiés, mais bien comme un besoin vital pour le peuple.

Cet événement attendu depuis longtemps - la «bande Quatre», on le sait maintenant, avait tout fait pour saboter cette édition - a été l'occasion d'une grande fête populaire dans toute la Chine. Des camions de livraisons recouverts de banderoles et de drapeaux multicolores, ont approvisionné toute la journée les différents points de vente pen-

dant que des groupes de jeunes battaient les tambours et faisaient claquer les feux d'artifice.

Ce tome est publié dans la langue officielle chinoise mais aussi dans celle des mi-

lions en français, russe, anglais, japonais et espagnol sont également prévues.

Les quatre premiers tomes des œuvres du président Mao, dont le dernier est sorti en 1960, couvrent

les écrits et discours du président Mao sur la période 1949-1957.

En le présentant, le Comité central du Parti communiste chinois a souligné que ces textes du grand dirigeant disparu permettent de comprendre l'origine des luttes qui se sont déroulées après l'instauration de la dictature du prolétariat en Chine, contre les courants révisionnistes de Liu Shao-Chi, Lin Biao et, plus récemment, de la «bande des Quatre». L'essentiel des textes portent sur la situation intérieure en Chine, les questions économiques et notamment l'agriculture.

Les travaux de compilation et d'édition de ce très important ouvrage ont été assurés par un comité dirigé par le président Houa Kouo-feng.

Cet événement ne réjouit pas seulement le peuple chinois, mais les marxistes-léninistes et les peuples révolutionnaires de monde entier pour qui la brillante pensée du président Mao demeure un guide irremplaçable.



Des paysans chinois étudient les œuvres du président Mao

nonités nationales du pays : Mongol, Thibétain, etc. une édition en braille est également prévue. D'autres édi-

la période 1926-1949. Le volume Cinq comprend un total de 70 textes, dont 46 sont inédits, rassemble

• Zimbabwe

Le gouvernement britannique n'a ni l'intention ni la volonté de transférer et garantir les pouvoirs intégraux du peuple du Zimbabwe, affirme le «Front patriotique» dans une déclaration publiée jeudi à Dar-el-Salaam.

Cette déclaration a été rendue publique à l'issue d'une réunion du Comité de coordination du front, au cours de laquelle les dirigeants nationalistes zimbabwés ont discuté de l'intensification de la lutte armée en Rhodésie.

Faisant allusion à la proposition anglo-américaine de convocation de la Conférence de Genève, le texte affirme qu'il ne faut pas attendre de participation du «Front patriotique» à ces discussions constitutionnelles à moins d'un changement de l'attitude du gouvernement britannique.

• Djibouti

Une mission des Nations unies composée de représentants de Sri Lanka, du Venezuela, et de la Norvège, va se rendre à Djibouti pour observer le référendum du 8 mai que les autorités françaises vont tenir dans le territoire des Afars et des Issas.

L'envoi de cette mission découle d'une résolution adoptée le 1er décembre dernier par l'Assemblée générale de l'ONU qui approuvait «les décisions de l'OUA et de l'ONU d'envoyer des re-

présentants pour observer le référendum et toutes les étapes ultérieures du processus de l'indépendance, afin de s'assurer que le principe de l'autodétermination est appliqué dans le territoire sans heurts et de la façon la plus démocratique».

• Grande-Bretagne

Le syndicat des mineurs britanniques s'est déclaré ce week-end hostile à toute prorogation du «contrat social» conclu entre le gouvernement et les syndicats pour limiter la progression des salaires.

Au même moment, les 4 000 techniciens en grève des services de la compagnie «British Airways» ont rejeté à une très forte majorité le nouveau projet de règlement du conflit présenté par les syndicats. Ils continuent d'exiger une substantielle augmentation des salaires et le droit de négociation directe avec la direction de la compagnie.

De leur côté, les électriciens en grève de l'acier de Mort-Tolbat (Pays de Galles) ont décidé d'intensifier leur action qui dure déjà depuis trois semaines et a entraîné l'arrêt total de l'énorme usine sidérurgique.

• URSS

De grandes manœuvres militaires soviétiques maritimes et aériennes ont commencé vendredi au large des côtes de la Norvège septentrionale. Une quarantaine de vais-

seaux participent à ces manœuvres ainsi que plusieurs sous-marins conventionnels ou à propulsion nucléaire et des avions d'observation et de lutte anti-sous-marines.

D'autres vaisseaux font route vers la zone de manœuvres depuis la Baltique et la Méditerranée. Ces exercices agressifs de l'URSS se font toujours plus fréquents et plus proches des eaux territoriales norvégiennes.

• St Pierre et Miquelon

Plus de 300 fonctionnaires des Îles St-Pierre-et-Miquelon viennent d'observer une grève de 24 heures pour soutenir leurs revendications qui concernent essentiellement le relèvement des bas salaires, l'augmentation des postes de travail et l'accroissement du nombre de fonctionnaires originaires des Îles et non de la métropole.

• Pologne

L'un des dirigeants du Comité de défense des ouvriers, Jacek Kuron, a été arrêté vendredi soir en compagnie de deux autres membres du comité, Antoni Macierewicz, et Miroslaw Chojecki, et de quatre sympathisants de cette organisation.

Ces arrestations ont été effectuées à 22 H dans un appartement de la banlieue de Varsovie au cours d'une réunion qui rassemblait une trentaine de personnes.

• Corée

De grandes et chaleureuses manifestations ont marqué vendredi, à Pyongyang, le 65e anniversaire du président Kim Il Sung.

Le peuple coréen, tout au long de cette journée de fête, a marqué son respect et son affection au grand dirigeant de la révolution coréenne.

De très nombreux messages ont été envoyés par les organisations du parti et des masses exaltant le rôle joué par le président Kim Il Sung dans la lutte contre les Japonais, la conduite de la guerre anti-américaine et la direction de la Révolution coréenne.

• USA

Décidément, le nouveau porte-parole américain à l'ONU, Andrew Young, se distingue par ses déclarations racistes.

Il vient publiquement de comparer la «haine des arabes envers les juifs» à celle du Ku Klux Klan contre les noirs américains, concluant : «J'ai compris le besoin d'aide militaire d'Israël. J'ai compris pourquoi Israël devait se sentir fort et en sécurité afin de pouvoir faire face à la haine de ses voisins.»

Les vingt délégations arabes représentées à l'ONU ont élevé en commun une digne protestation par une lettre qui déclare : «Les Arabes font une différence entre le sionisme et le judaïsme». Une bonne leçon pour la raciste Young.



Cinéma

«Lip 73-74 - Le goût du collectif»

Qui ne se souvient pas de l'été 73 ? Tous les français vivaient à l'heure Lip.

Que se passait-il dans cette petite ville du Jura pour briser la «trêve» des congés d'été ? La lutte des travailleurs de Lip pour leur emploi. C'était la concrétisation des aspirations des travailleurs de toute la France. Aspirations qui s'étaient manifestées aux Bati-gnoles, à Ferodo, au Joint-français, à Penaroya, à Gi-rosteel.

De nouvelles tendances étaient nées. Une tendance à la grève illimitée contre les grévetttes de 24 h, grévetttes soupapes. La tendance à briser la légalité bourgeoise avec la séquestration des administrateurs par les travailleurs, le trésor de guerre des Lip.

Les discussions des travailleurs, en Assemblée générale avant toute décision. Le film montre la force des travailleurs en lutte, on voit d'abord Messmer, parlant de façon hystérique : «Lip, c'est fini».

Puis dans la foulée, Séguy déplorant que les travailleurs s'entêtent à refuser les licenciements, et enfin une assemblée générale de

travailleurs houspillant Giraud, et sa démagogie.

On voit aussi Charbonnel, devenu depuis 4e composante du Programme commun, se casser les dents sur la lutte. Et malgré les braillements de Messmer, les pirouettes de Giraud, les coups de gueule de Charbonnel-la-composante, les travailleurs ont poursuivi la lutte. Lutte qui a été l'occasion de montrer la trahison ouverte des révisionnistes et le délégué CGT disant à propos d'un vote qui l'avait mis en minorité : «Nous suivrons le vote des travailleurs et sa majorité, tout en continuant de leur dire qu'ils ont tort» (de continuer la lutte contre les licenciements).

Une banderole des Lip à la marche de Besançon disait : *La victoire des LIP, c'est la victoire de tous les travailleurs.* Le film reprend tous les acquis de cette lutte pour la classe ouvrière, de façon vivante.

On peut le projeter, et il peut embrayer sur un débat profitable.

On peut le commander à *Seuil audiovisuel, 29 rue Guénégaud, Paris - 6e*
Tél : 325-72-08



Une assemblée générale des LIP

• Nancy

«Comment Yukong déplaça les montagnes»

DU 16 AU 22 AVRIL 1977
A LA MJC RENCONTRES
RUE JEAN MOULIN - TOMBLAINE
(halte garderie prévue)

L'HUMANITE ROUGE BI-MENSUEL No 3 EST PARUE.

AU SOMMAIRE :

- Editorial : 1er Mai 1977, journée d'unité et de lutte.

- Usinor : l'heure est à la riposte.

- Zimbabwe : entretien avec la ZANU.

- La Corse malmenée et convoitée.

- Main basse sur le Marais.

- rencontre avec la Troupe des ballets de Changhaï.

PASSEZ VOS COMMANDES !
L'exemplaire 3 francs.

Crimes du capital

Deux chômeurs tentent de se suicider par le feu !

Vendredi matin, une centaine de chômeurs faisaient la queue pour pointer aux guichets de l'ANPE du 9e arrondissement, 2 Cité Godon.

Soudain une jeune femme s'est arrosée avec une bouteille d'alcool à 90° et y a mis le feu devenant aussitôt une torche vivante. Avant qu'on ait pu intervenir, en étouffant le feu à l'aide d'une couverture, elle était déjà grièvement brûlée notamment au visage.

Un car SAMU l'a emmenée à l'hôpital Cochin. Cette jeune femme, Wanda Danglos n'était âgée que de 20 ans. Employée de bureau elle avait été inscrite au chômage d'abord de septembre à novembre 76 puis à nouveau en décembre. Elle ne touchait depuis que les

400 F mensuels de l'aide publique.

Le même jour à Lille un homme de 31 ans, handicapé physique sourd-muet a tenté lui aussi de se suicider par le feu après s'être aspergé d'alcool. Au chômage depuis plusieurs mois, on venait de lui refuser une place de chauffeur.

Ces suicides mettent en accusation la bourgeoisie qui n'hésite pas pour préserver les profits capitalistes à jeter sur le pavé un million et demi de travailleurs et de jeunes sortis récemment de l'école. Malgré toutes ces tentatives pour masquer l'importance du chômage, le gouvernement est obligé de reconnaître qu'il a augmenté en mars. Et parmi les chômeurs il y a 45,3 % de jeunes de moins de vingt-cinq ans.

Occupons les usines !

C'est mardi que des délégations de sidérurgistes et de mineurs de fer se rendront devant l'Assemblée nationale en manifestation.

Ce sont là toutes les propositions que les directions syndicales font pour répondre à l'énorme volonté de lutte qui traverse toute la classe ouvrière.

Sidérurgie Lorraine (1)

Nous commençons aujourd'hui une série d'articles sur la sidérurgie lorraine. Ces articles ont été notamment composés à partir d'un dossier envoyé à notre rédaction par un lecteur lorrain, suite à notre appel lancé la semaine dernière. Une fois de plus, nous appelons nos lecteurs à nous faire parvenir leurs contri-

butions au journal. Ce qui ne veut pas obligatoirement dire envoyer des dossiers, des articles rédigés ou des analyses, mais aussi les multiples petits faits de la vie quotidienne, même présentés à l'état brut, par lettre ou par téléphone...bref, les possibilités sont multiples...

Les données du problème

La fermeture d'Usinor-Thionville prévue par la bourgeoisie n'est pas un fait isolé. C'est un événement lié à l'ensemble de la crise de la métallurgie, en Lorraine, en France et en Europe. L'est de la France a été particulièrement touché.

37 000 CHOMEURS

C'est fin février que le cap des 37 000 chômeurs a été franchi dans la région. On compte environ 8 demandes d'emploi non satisfaites pour une offre. A cela, il faut ajouter le chômage partiel : 184 092 journées indemnisables en novembre dernier, surtout dans la sidérurgie, la papeterie et les fibres synthétiques.

Comme pour l'ensemble du pays, ce sont surtout les femmes et les jeunes qui sont touchés par le chômage : 56,6 % des chômeurs sont des femmes; sur 5 personnes inscrites à l'Agence de l'emploi, 3 ont moins de 25 ans (dont 2 fois plus de jeunes femmes que de jeunes gens).

Les femmes ont plus de mal à trouver un emploi que les hommes, faute de qualification professionnelle suffisante aux yeux des employeurs. Plus d'une sur deux s'oriente vers les métiers de bureau. Or dans cette branche, le problème de l'emploi est aigu : il y a 26 fois plus de demandes que d'offres.

Chaque année, 30 000 jeunes arrivent sur ce que les capitalistes appellent avec cynisme le marché du travail.



16 000 SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

C'est dans ces circonstances que le patronat annonçait la suppression de 20 000 emplois dans la sidérurgie, dont 16 000 en Lorraine. La décision de supprimer 3 000 emplois à Usinor entre dans ce cadre.

Bien sûr, la bourgeoisie essaie de cacher le problème que cela pose au niveau du chômage. On parle de mise à la retraite anticipée ou de reconversion. La «cessation anticipée d'activité» touchera 7 150 salariés en Lorraine d'ici 1979. Ce tour de passe-passe permet au patronat d'annoncer sur 16 000 suppressions d'emplois, seulement (!) 2 100 licenciements (notamment les immigrés).

Or, il est clair que les «mises à la retraite» sont des licenciements déguisés et que la «reconversion professionnelle» est une blague de mauvais goût : en 1976, seulement 1 000 emplois ont été créés et depuis juillet 1976 les offres d'emplois ont chuté de 36%. Comment dans ces circonstances oser parler de «reconversion liée à l'industrialisation de la région» ?

C'est donc clairement à un très grave problème de chômage que se trouvent confrontés les travailleurs de la sidérurgie lorraine et par le fait même toute la région, qui risque de mourir.

(prochain article : la politique des partis de droite)



Grève avec occupation dans trois magasins Felix Potin

Les travailleurs des magasins Félix Potin à la République (Paris-XIe) à Montreuil et à Champigny sont en grève depuis plus d'une semaine avec occupation des locaux.

A Félix Potin, le salaire d'embauche est à 1 614 F. 50 % des employés ne gagnent pas 2 000 F.

Lors des discussions avec la direction, celle-ci a eu l'audace de proposer seulement des augmentations échelonnées dans le temps, de telles sortes que le salaire minimum ne serait que de 1 873 F en octobre 1977.

Jeudi 14 avril, les travailleurs sont passés au tribunal, où devait être décidée l'expulsion des locaux occupés. Mais ils ont remporté une première victoire : le tribunal a décidé de ne pas les expulser avant huit jours, permettant ainsi la reprise des négociations.

La grève est arrivée à un tournant. Ce lundi, un vote est prévu sur le résultat des négociations.

La lutte s'organise, le nombre des grévistes qui restent la nuit pour occuper augmente. La mobilisation se développe. Les travailleurs doivent rompre le mur du silence et l'isolement de leur lutte. C'est pourquoi ils organisent des collectes, avec des distributions de tracts. C'est pourquoi aussi nous devons les soutenir sur tous les plans.

«LIP républicain»

Les Lip, distribuent depuis mercredi un supplément à «LIP-Unité», tiré à 50 000 exemplaires. «Lip-républicain», pastiche du quotidien régional, «Est-républicain».

A la une, «Être chômeur mais résister pour vivre», et une interview factice de l'Union patronale du Doubs. En pages intérieures, divers articles sur le chômage et les ASSEDIC dont un : «La croix des patrons» signé RPR (Révérend Père Raguères, père dominicain et délégué CFDT.)

En rubrique cinéma : «Le plein emploi», film de science-fiction ; «Ali Babar et les 40 chômeurs» «Quand passent les six cognes», réalisé par M. Poniatovski...

Publicité : «Sans drogue ni crème, comment perdre vos kilos : contentez-vous des 350 F de l'aide publique».

Comme on le voit, les LIP savent allier l'ironie à la patience dans leur longue lutte pour l'emploi.

• Aix en provence Solidarité avec le personnel d'euromarché en grève

C'est l'appel que lancent les travailleurs d'Euromarché en grève depuis le 8 avril parce que, dit leur tract, «nous n'acceptons plus les conditions de travail, le manque de personnel, l'embauche systématique de personnel à 24 heures et du même coup la dispersion des emplois à 40 heures, le non-remplacement des 40 heures qui partent».

Le tract ajoute que la majorité du personnel est à temps partiel (45 sur 60 en ligne de caisse) et explique : «Sur 8 heures de travail, 6 sont très rentables, les deux autres moins, à cause de la fatigue, de l'énerverment, etc et les cadences sont moins rapides, le chiffre baisse. Les temps partiels, on peut les faire venir à la carte quand il y a la bourre... L'argument principal pour limiter les temps complets, c'est bien sûr la rentabilité».

Le tract conclut :

«Nous en avons assez d'être des pions. Et vous, aimez-vous attendre aux caisses, arrivez-vous à garder votre calme ? C'est pour tout cela que nous vous demandons votre soutien».



• Hénin-Beaumont (Pas de Calais)

Licenciements à Schwinn

Depuis le début de l'année, la direction a pris toute une série de mesures pour faire payer les «difficultés» de l'entreprise aux travailleurs : réduction des effectifs par changement de service, réduction d'horaire avec perte de salaire, aggravation des conditions de travail... et maintenant licenciements : huit gars à l'essai, six des forges*, deux de l'entretien et une employée pour «raison économique».

Dans le même temps, en fait d'économie, le directeur embauche une secrétaire pour son compte personnel et investit au moins 20 millions pour la réfection de bureaux dont plus de 5 000 F pour les fauteuils du directeur et du chef du personnel !

De plus, on nous dit : «Il n'y a pas de travail» et le patron achète de nou-

velles machines et augmente les cadences !

Parmi les licenciés, un camarade marxiste-léniniste... exclu au début de l'année de la CGT !

3 jours de mise à pied

Aussitôt qu'il est au courant, ce cette manœuvre, ce camarade prend l'initiative d'un débrayage et

d'une AG jeudi entre 7 H et 8 H, qui réunit tout le poste du matin.

Il est ainsi le premier à annoncer le mauvais coup de la direction aux intéressés. La CGT n'en n'a elle pas pris la peine et a décidé le mercredi sans l'avis des travailleurs ni même des futurs licenciés, d'une manif pour le vendredi à 15 H. Objectif : aller porter les revendications au député PCF et au maire PS du coin !

Les travailleurs n'en seront informés que le jeudi après-midi à une AG où les propositions adoptées unanimement par le poste du matin (tract, manif à 11 H le vendredi matin, jour du marché d'Hénin Beaumont) ne sont même pas mentionnées. Pas question (non plus de la sanction - trois jours de mise à pied) dont le camarade est frappé le jour-même pour «AG illégale».

Ils ont d'ailleurs déclaré (eux aussi) que le camarade était dans «l'illégalité». Ils sont évidemment plutôt contents de la perspective d'en être ainsi «débarassés».

Une pétition
largement signée

Mais les travailleurs qui n'ont même pas pu s'ex-

primer à cette AG ne l'entendent pas ainsi : une pétition était déjà signée vendredi matin par plus de 50 travailleurs demandant une AG mardi de 0 H à 10H30 (au retour du camarade mis à pied) «pour prendre une décision tous ensemble».

Adressée aux syndicats, cette pétition fait remarquer que des ouvriers qui le voulaient n'ont pu prendre la parole.

Dans «Le Métallo rouge» No 5 (bulletin Schwinn de l'Humanité rouge) les marxistes-léninistes ont appelé les travailleurs à riposter, disant :

Au lieu de chercher à connaître qui sera licencié, nous devons tous faire face à ce nouveau projet de la direction (les dirigeants syndicaux avaient en effet dit qu'il fallait avant de faire qu'on se soit connus d'abord les noms des licenciés ! NDLR). Ouvriers, employés, syndiqués CGT, CFDT et non-syndiqués, mobilisons-nous largement pour organiser la riposte.

Non à tout licenciement.

*Schwinn est une forge industrielle, à capitaux allemands, employant actuellement 250 ouvriers.

Correspondant HR

Dernière minute

Les CRS font évacuer Général Motors

C'est dans la nuit de dimanche à lundi que les CRS sont intervenus pour faire évacuer les locaux de General Motors à Gennevilliers. Cette sauvage attaque de la police bourgeoise ne peut que renforcer la conviction des grévistes. Par ailleurs, cela montre encore un peu mieux le danger que représente pour la grève le jeu des «zélus» de la mairie PCF et des dirigeants CGT qui semaient le défaitisme en ne proposant que des discussions avec tel ou tel sous-fifre du ministère. Face aux attaques sauvages de la bourgeoisie : UNITE DANS LA LUTTE ! CLASSE CONTRE CLASSE !

Grève des foyers Sonacotra

La collusion Séguy-Sonacotra (3)

Nous publions aujourd'hui la dernière partie d'une série de trois articles (voir HR datés de jeudi et vendredi derniers) consacrée au compte-rendu d'une conférence de presse tenue par Séguy et d'autres dirigeants CGT

Après s'être attribué frauduleusement la responsabilité de la lutte dans les foyers et les premières victoires remportées concernant les expulsions, Apostolo va révéler publiquement ce qui n'était qu'une rumeur jusque-là. En effet nous apprenons que «les trois centrales syndicales, CGT, CFDT et FO, sont en discussion avec la direction générale de la SONACOTRA pour élaborer un projet d'accord cadre, et l'accord s'est conclu, maintenant ça y est...»

Ainsi dans le plus grand secret, dans le dos des résidents qui sont aujourd'hui en grève, les dirigeants CGT et CFDT en alliance avec ceux de FO ont comploté un accord avec la SONACOTRA.

Nous n'apprenons rien sur le contenu de cet accord ; mais c'est la manifestation concrète de la volonté d'isoler et de combattre la direction que se sont donnée les milliers d'ouvriers immigrés, démocratiquement dans leur lutte : le COMITE DE COORDINATION. Une fois de plus, ces directions foulent au pied la démocratie prolétarienne de masse au sein des luttes de la classe ouvrière. Cet accord est dans la lignée de leur haine commune à l'égard des comités de grève représentatifs que les travailleurs élisent dans les usines en grève. La raison en est simple. Par le moyen de la démocratie prolétarienne, les masses prennent en mains directement leurs affaires et apprennent à mener la lutte idéologique et politique contre le réformisme et le révisionnisme. C'est dans ce cadre que se forge une solide unité à la base et dans l'action entre ouvriers, ce qui menace les manœuvres

après leur voyage en Algérie.

Toutes les citations sont rigoureusement exactes et proviennent de réponses fournies par Apostolo, responsable du secteur immigré de la CGT, à des questions des journalistes.

d'appareils et les ententes au sommet entre directions syndicales. Seules des directions syndicales qui ne veulent pas servir les intérêts immédiats et à long terme des travailleurs peuvent avoir peur de la démocratie prolétarienne car leur seule ambition c'est de se servir des travailleurs comme masse de manœuvre pour s'emparer des leviers de commande de l'appareil d'Etat capitaliste. Parlant de cet accord, Apostolo déclare ensuite : «Ce projet devant être soumis aux résidents des 270 foyers de la SONACOTRA qui existent en France, pour qu'ils fassent part de leurs remarques...» C'est-à-dire : on négocie d'abord, après on consulte les travailleurs ! Ce qui ne sera même pas le cas soyons-en sûrs car Apostolo mentira à nouveau en annonçant l'existence d'un comité de coordination sur la Seine-Saint-Denis dirigé par la CGT !

Tous ces mensonges et actes de trahison doivent être portés à la connaissance de la masse des syndiqués et dénoncés. Il faut exiger dans les syndicats la reconnaissance du Comité de coordination comme seule direction de la lutte et sa plate-forme revendicative comme seule base de négociations avec la SONACOTRA. A l'heure où l'Etat capitaliste se déchaine contre les ouvriers immigrés, la trahison de leurs intérêts spécifiques par les dirigeants syndicaux rend ces derniers objectivement complices de la répression.

C'est à l'heure actuelle une bataille très importante qu'il faut mener avec vigueur pour l'unité de la classe ouvrière, classe contre classe.